

«Paniquez!» C'est fait, Greta. Et maintenant?

Chronique

Pierre Ruetschi
Journaliste *



«Notre maison est en feu. Je veux que vous paniquez», exigeait Greta Thunberg, 16 ans, devant l'intelligentsia planétaire réunie à Davos en janvier dernier. Huit mois plus tard, le feu se propage de maison en maison. Et un vent de panique souffle de plus en plus fort pour atteindre un bon force 8 à 9 sur l'échelle de Beaufort, qui compte treize niveaux (de 0 à 12), le plus élevé étant l'ouragan. Greta Thunberg puis les mouvements de jeunes qui ont suivi ont lancé l'alerte tout autour de la planète avec un écho sans précédent.

Dès ce week-end on peut s'attendre à un nouveau pic de chaleur citoyenne. La rue, un peu partout, va voir défiler des centaines de milliers de manifestants sur fond de sommet climatique mondial, qui s'ouvre lundi aux Nations Unies à New York. Comme un gaz, la question climatique s'infiltrera dans tous les strates de la population, à tous les étages de tous les secteurs. Elle fait partie de tous les plans d'avenir, catastrophe ou non, qu'ils soient politiques, économiques ou philosophiques. La Suisse, en cette période de campagne pour les élections fédérales, en offre le meilleur exemple. Les candidats s'arrachent le climat, chacun revendiquant un apparentement de premier rang, historique, avec la nature. Les discours en quelques mois se sont aiguisés et radicalisés. Ainsi le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui par fonction doit jouer la prudence, a lâché jeudi des termes chocs qui semblent tirés directement des slogans de la jeune militante suédoise: «Nous sommes en train de perdre la course (contre le réchauffement climatique)... Nous faisons face à une menace dramatique, pas seulement pour le futur mais pour la planète d'aujourd'hui... L'impact peut être dévastateur... La nature est fâchée et

elle riposte... Le coût le plus important est celui de l'inaction. Les gouvernements doivent agir... Je n'en connais pas un qui tôt ou tard ne cède pas à la pression de l'opinion publique...» Même si pour Washington, cela risque d'être très tard.

Reste que si Antonio Guterres et avec lui nombre de gouvernants ont changé de discours, c'est bien parce qu'au-delà des chiffres du GIEC, le changement climatique frappe avec la violence d'un coup de pied au ventre. Les signes du changement sont là, visibles, vécus: l'exceptionnelle canicule 2019, l'été le plus chaud de l'histoire, l'ouragan *Dorian* qui a aplati les Bahamas, signe de dérèglement, le spectaculaire recul de glaciers emblématiques comme celui d'Aletsch...

Une nouvelle étude publiée cette semaine répond à ceux qui se demandaient encore si ces deux petits degrés de plus allaient vraiment changer leur vie. Les chercheurs français travaillant pour le GIEC annoncent une hausse potentielle de la température de huit degrés d'ici à 2100, si rien n'est entrepris. Huit degrés de plus, la fournaise qui donnera au bassin lémanique un air de Death Valley. Nos petits-enfants seraient alors au grill. Cette fois, on peut paniquer tranquille. Le réchauffement nous fera authentiquement suer.

Est-ce que la panique est bonne pour l'action? Disons que c'est un outil de communication efficace. Pour le reste, elle crée surtout de l'agitation et du désordre dans l'action. Plus dangereux, la panique induite par des perspectives catastrophistes peut conduire à un sentiment d'impuissance, à la résignation et à l'inaction.

Voyageons, buvons et ripaillons, tant qu'on le peut encore, veut la devise des condamnés lorsque l'espoir s'est effacé. C'est un des dangers nés de l'extraordinaire mobilisation 2019 pour le climat. Nous serions donc bien avisés de paniquer, un peu, mais sans se laisser tétaniser.

* Directeur du Club suisse de la presse

Courrier des lecteurs

Le côté sombre de la lumière

Lettre du jour

Vernier, 18 septembre En 2017, je déposais au nom du PDC, soutenu par les Verts, une motion «pour un éclairage nocturne économe». Pour la faune et la santé humaine, ma motion demandait au Canton d'effectuer des tests avec les communes pour diminuer, voire éteindre l'éclairage, afin de préserver des couloirs de nuit.

Deux ans plus tard, dans sa réponse à ma motion en juin, le Canton annonçait l'extinction de l'éclairage public dans la nuit du 26 septembre, pas sur une ou deux communes mais sur toute l'agglomération transfrontalière. Je n'en demandais pas autant, mais je suis ravi!



ENRICO GASTALDELLO/PIKSI.COM

Si les nuages ne viennent pas gâcher la partie, cette nuit sans lune permettra de redécouvrir

les étoiles et combien la nuit est belle! Un tel résultat n'aurait jamais été possible sans l'engage-

ment indéfectible d'Eric Achkar et de Pascal Moeschler et leur travail de sensibilisation. Merci à eux. À nous tous d'agir.

L'ampleur de cet événement permettra aussi de déceler les difficultés d'application d'une extinction nocturne et de pouvoir ainsi avancer vers l'objectif le plus important, celui de diminuer la pollution lumineuse de manière plus pérenne et durable.

Préserver des couloirs de nuit est vital pour la faune sauvage. Pour cette dernière, la lumière agit soit comme un obstacle infranchissable ou un piège mortel. L'extinction des espèces est en marche, il est temps de se préoccuper du côté sombre de la lumière.

Christina Meissner

Parler du climat n'engage à rien

Genève, 12 septembre Outre les politiciens qui, en vue des prochaines élections fédérales, parlent et reparlent du climat en balbutiant des demi-mesures dont la plupart ne seront jamais appliquées, il y a aussi les je-m'en-foutistes du peuple qui persistent dans la surconsommation de viande industrielle, les irréductibles de la bagnole qui continuent à rouler inconsidérément et à n'importe quel prix, etc. Pour tous ceux-là, tout va bien du moment qu'ils peuvent faire joliment avec leurs smartphones et autres hochets du même genre - par ailleurs, la fabrication d'une puce électronique de 2 grammes nécessite 32 litres d'eau. Et *avanti popolo* pour un nouveau tour de manège.

Jean-Claude Marquis

L'avenir de l'aéroport

Thônex, 18 septembre Je souhaite réagir au courrier des lecteurs du 18 septembre intitulé «Bruit de l'aéroport» [...] En tant que député PLR, membre de la commission qui a travaillé sur le contre-projet à l'initiative sur l'aéroport, je me dois de rétablir la vérité. Le contre-projet en faveur d'un véritable développement durable de l'aéroport bénéficie du soutien du parlement et du gouvernement genevois. Ce n'est donc pas celui d'un seul parti. Pour ce lecteur, le Conseil fédéral et le Conseil d'État produiraient des «désastres». Le PSIA (la feuille de route de l'aéroport) est un document très détaillé, adopté par les deux gouvernements, et qui permet de planifier la réduction des nuisances de l'aéroport à

horizon 2030. Le PSIA est un document fédéral qui détaille la mise en œuvre du contre-projet à l'initiative contre l'aéroport.

Avec la convention d'objectifs, le Conseil d'État a par ailleurs encore davantage précisé la manière dont il entend réduire les nuisances sonores, ce que tout le monde souhaite. Pour la bonne tenue du débat qui précédera la votation en novembre prochain, il me semble essentiel de couper court aux affirmations abracadabrantes de certains partisans de l'initiative.

En l'occurrence, et par exemple, la construction de l'aile est n'a aucunement pour ambition d'augmenter les vols et de faire de Genève Aéroport un hub. Son financement n'est par ailleurs pas dépendant du recours à l'emprunt et il n'est aucunement prévu d'augmenter les horaires d'ouverture de

l'aéroport lorsque cette infrastructure sera terminée.

Jacques Béné, député

Précisions

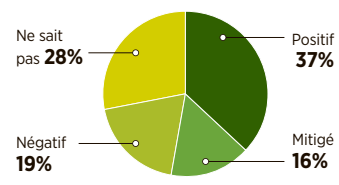
Économie Suite à l'article paru le 13 septembre «Un armateur grec s'offre un immeuble à 62 millions», Alexandre Antipas, président de l'association Hagia Kyriaki, Genève et Lausanne, précise que si la famille Martinos a participé à la restauration d'une église byzantine sur l'île de Naxos, le donateur principal est la Fondation Leventis, Grèce et Chypre. **Réd.**

Bref pontifical C'est bien vendredi 20 septembre, et non le 21, à 18h30, que les 200 ans du bref de Pie VII donneront lieu à une cérémonie à Uni Bastions (page 2 de nos éditions du 19 septembre). **Réd.**

Sondage

La question

Les trois nouvelles buvettes estivales autour de la rade ont fermé. À la fin de la première saison, quel bilan tirez-vous de cette initiative de la Ville?



Total: 1016 avis

Nos sondages sur: www.tdg.ch

www.tdg.ch

Emploi

Effectifs menacés chez Coty Mauvaise nouvelle: le leader mondial des parfums, la multinationale américaine Coty, envisage de supprimer 350 postes à Genève. Le groupe emploie aujourd'hui 600 personnes, notamment issues de Procter & Gamble.



LUCIEN FORTUNATI

Brexit

David Cameron s'exprime Notre correspondant à Londres se penche sur les «mémoires» de David Cameron, récemment parus. L'ancien occupant du 10, Downing Street explique qu'il ne se sent pas coupable d'avoir organisé la votation sur le Brexit.



OLIVIER FAYAT

Chronique

Virginie Lenk

Rubrique Monde



Ma grand-mère était une femme incroyable. Née en 1921 en Allemagne, veuve de guerre en 1945, elle avait monté une maison de couture dans sa ville natale en Saxe, qui, en raison des aléas de l'histoire, fit partie du jour au lendemain de la République démocratique, la RDA. Dans les années 50, elle se rendait régulièrement à Berlin-Ouest pour assister aux premiers défilés de mode. Un peu de rêve et de paillettes pour les femmes dans ces temps difficiles de reconstruction. Malheureusement, ses allées et venues dans l'antre du capital furent rapidement repérées par

le Parti. Un soir, un voisin bien intentionné - peut-être celui qui l'avait dénoncée? - l'avertit que les agents de la Stasi seraient à sa porte le lendemain pour fermer les ateliers et l'interroger.

Ma grand-mère habilla ses deux fils, embrassa ses parents et, une valise à la main, grimpa dans un train pour Berlin. Il s'y tenait justement une réunion des scouts d'Allemagne, et c'est déguisés en louveteaux que mon père et son frère descendirent du tram à l'arrêt Friedrichstrasse-Ouest pour ne plus jamais y remonter. La suite, mon père me l'a souvent racontée. La traversée de l'Allemagne d'un camp de transit à l'autre, tels des réfugiés politiques dans leur propre pays, pour finalement décrocher un apprentissage en Suisse, lumière au bout du tunnel.

J'ai visité récemment à Berlin le Musée de la RDA. Six millions de visiteurs depuis son

ouverture, un succès. On y découvre la vie des Allemands de l'Est durant les quarante ans d'un régime autoritaire, l'appartement témoin, le panier de courses de la ménagère, *das Sandmännchen*, le marchand de sable, héros télévisé des bambins. Une atmosphère de «Good Bye, Lenin». On y voit une nation disciplinée, un système scolaire exigeant, des carrières idéalisées où l'infirmière gagnait autant que le professeur de physique. Les vacances enchantées derrière le rideau de fer, en Trabant sur les routes bulgares ou les fesses à l'air sur les plages naturistes de Rügen, célèbre station balnéaire.

À côté de moi, un visiteur montrait des livres d'enfants de l'époque à sa petite-fille, je l'entendais soupirer: «Tu sais, c'était quand même bien mieux avant...» Témoin de cette «Ostalgie» qui n'a jamais quitté

certain ex-Allemands de l'Est, victimes économiques d'une réunification mal vécue. Au point d'occulter les privations et les violations des droits fondamentaux mises en place par leur cher Parti.

J'ai repensé à ma grand-mère, qui n'a plus jamais revu ses parents vivants, eux-mêmes régulièrement harcelés par les services de l'État après la fuite de leur fille.

À son retour en ex-RDA après 1989 et à l'accueil glacial que lui ont réservé les nouveaux propriétaires de l'ancienne maison familiale, confisquée par le régime. J'ai pensé aussi à tous ceux qui, à l'image de ce soldat s'élançant par-dessus les barbelés en 1961, ont tenté, par les voies les plus inimaginables et au péril de leur vie, la fuite, le saut vers la liberté. Trente ans après la chute du Mur, ils méritent de ne pas être oubliés.

Tous les blogs sont sur <http://blog.tdg.ch>

Moutier le symbole

Alain Meury La bataille politique et juridique qui se livre depuis de nombreux mois au sujet de la ville de Moutier suscite en Suisse romande et, notamment

à Genève, des hausses d'épaules, quand ce n'est pas de l'agacement. Ces Jurassiens n'en auront donc jamais fini avec leurs revendications? Dans les années 60 et 70 déjà, avant que le Jura ne devienne un canton, les séparatistes étaient même très mal vus. Il faut pourtant rappeler l'enjeu

principal de la question jurassienne. Il n'est pas d'ordre religieux. Certes, les districts du Sud étaient à majorité protestante alors que le Nord était catholique. Mais nous, jeunes Jurassiens, militants du Groupe Bélier, nous moquons totalement de cet aspect. Il y avait déjà belle lurette

que la majorité d'entre nous ne mettait plus les pieds dans une église. Il n'est pas d'ordre économique non plus. Nous étions conscients que le Jura ne serait pas un canton riche. La région était frappée de plein fouet par la crise horlogère. [...] vieuxcurrieux.blog.tdg.ch

